



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT SUD LORRAINE

APPEL D'OFFRES 2022

FOURNITURE DE PRODUITS JETABLES, VAISSELLE ET PETITS MATERIELS DE RESTAURATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP AO 22156 UPC

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES	5
2	PRÉSENTATION DU CONTRAT	5
2.1	OBJET DU CONTRAT	5
2.2	DIVISION EN LOTS	5
2.3	FORME DU CONTRAT	5
2.3.1	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
2.3.2	LOTS MULTI-ATTRIBUTAIRES	6
2.3.3	RÈGLE DE RÉPARTITION DES COMMANDES ENTRE LES ATTRIBUTAIRES	6
2.4	DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE	6
2.5	NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DE L'ACCORD-CADRE	7
	NOMENCLATURE DES CATEGORIES HOMOGENES DES FOURNITURES ET SERVICES (NCHFS) :	7
	CLASSIFICATIONS PRINCIPALES CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES EUROPEENS (CPV) :	7
3	CLAUDE DE RÉEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE INITIAL : AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS ADHÉRENTS	7
4	TEXTES OFFICIELS	7
5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
5.1	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	7
5.2	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE	8
6	PARTIES CONTRACTANTES	8
6.1	POUVOIR ADJUDICATEUR	8
6.2	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC	8
6.3	COTRAITANCE	8
7	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES	8
8	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	9
8.1	FINALITÉS	9
8.2	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	9
8.3	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES	10

8.4	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	10
8.5	SÉCURISATION DES DONNÉES.....	10
8.6	CONSERVATION DES DONNÉES	10
9	DÉTERMINATION DES PRIX – VARIATION DES PRIX	10
9.1	DÉFINITION DES PRIX DE RÉFÉRENCE.....	10
9.2	CONTENU DES PRIX.....	10
9.3	FRANCO DE PORT	11
9.4	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE.....	11
9.5	VARIATION DES PRIX	11
9.6	REMISE SUR CATALOGUE.....	12
9.7	REMISES SUPPLEMENTAIRES ET OFFRES PROMOTIONNELLES	12
10	MODALITÉS DE COMMANDE	12
11	DÉLAI DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE	13
12	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	13
13	MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION	13
13.1	A L'INITIATIVE DU COORDONNATEUR	13
13.2	A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	13
14	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	14
14.1	RESPONSABILITÉ	14
14.2	ASSURANCES.....	14
15	LIVRAISON DES FOURNITURES.....	14
15.1	CONDITIONS ET MODALITÉS DE LIVRAISON.....	14
15.2	INFORMATIONS RELATIVES AUX LIVRAISONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS	15
16	VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	15
16.1	VÉRIFICATIONS SIMPLES	15
16.2	VÉRIFICATIONS APPROFONDIES	15
16.3	DÉCISION DE L'ÉTABLISSEMENT	16
17	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	16

17.1	DEMANDES DE PAIEMENT	16
17.2	DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES	16
17.3	RÈGLEMENT	17
17.4	DÉLAI DE PAIEMENT	17
18	RÉGIME DES PÉNALITÉS	17
18.1	PENALITES DE RETARD	17
18.2	PENALITES DE NON CONFORMITE	18
18.2.1	<i>SUR UNE COMMANDE</i>	<i>18</i>
18.2.2	<i>SUR UNE FACTURATION.....</i>	<i>18</i>
18.2.3	<i>SUR UN BORDEREAU DE LIVRAISON</i>	<i>18</i>
19	CLAUDE DE RÉEXAMEN : EVENEMENTS IMPREVISIBLES	18
20	RÉSILIATION	18
21	DFFÉRENDS.....	19
21.1	REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	19
21.2	TRIBUNAL COMPETENT	19
22	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG	19

1 PRÉSENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les membres partis au Réseau des Acheteurs Hospitaliers Lorrains (RAHL) ont constitué un groupement de commandes – le groupement de commandes des hôpitaux lorrains – conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique, en vue de permettre aux établissements adhérents de réaliser en commun l'achat de produits jetables, vaisselles et petits matériels de restauration.

Le CHRU de Nancy, désigné coordonnateur de ce groupement de commandes, signe et notifie un marché unique et les établissements adhérents s'assurent de la bonne exécution du marché pour ce qui les concerne.

Compte tenu du caractère unique du marché, le coordonnateur reste compétent pendant sa phase d'exécution pour :

- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché,
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
- Gérer les procédures relatives aux révisions des prix du marché, après avis des membres,
- Prononcer la non-reconduction ou la résiliation du marché, après avis des membres,
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement de commandes, à l'exception des litiges courants propres à un adhérent et des recours contentieux formés par ou contre un adhérent à titre individuel.

Les autres compétences relèvent des établissements adhérents du groupement de commandes.

2 PRÉSENTATION DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, a pour objet la fourniture de produits jetables, vaisselle et petits matériels de restauration pour différents établissements membres du groupement de commandes des hôpitaux lorrains (listés en annexe « DCE_CCAPanx1_Etablissements bénéficiaires »).

2.2 DIVISION EN LOTS

Le contrat est divisé en 3 lots :

- Lot n° 1 : Jetables de restauration
- Lot n° 2 : Vaisselle et petits matériels de restauration
- Lot n° 3 : Vaisselle pour régéthermie

La liste des produits référencés à l'intérieur de chacun de ces lots est détaillée dans le bordereau de prix unitaires « DF_BPU ». L'attribution se fera lot par lot pour la totalité des articles composant le lot.

2.3 FORME DU CONTRAT

2.3.1 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Les quantités indiquées dans le bordereau de prix unitaires « DF_BPU » correspondent aux besoins annuels prévisionnels connus à ce jour de chacun des articles référencés.

La répartition de ces quantités est détaillée en annexe « DCE_CCAPanx2_Quantité par ets ».

Le contrat est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum en valeur ou en quantité et pour un montant maximum de :

- 449 000 euros HT / an pour le lot n°1
- 194 000 euros HT / an pour le lot n°2
- 32 000 euros HT / an pour le lot n°3

Le montant maximum s'entend, pour chaque lot, comme un montant global réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné.

2.3.2 LOTS MULTI-ATTRIBUTAIRES

Chaque lot est multi-attributaires.

Ainsi, 2 opérateurs maximum par lot sont retenus à l'issue de la procédure d'appel d'offres, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres. Un candidat peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

2.3.3 RÈGLE DE RÉPARTITION DES COMMANDES ENTRE LES ATTRIBUTAIRES

Dès notification de l'accord-cadre et pendant toute la durée de sa validité, l'émission des bons de commande par les établissements adhérents s'effectue sans négociation ni remise en concurrence des titulaires du lot, selon la règle d'attribution 'en cascade' décrite ci-après :

- 1) Les commandes sont prioritairement passées auprès du titulaire n° 1 du lot concerné, sous réserve de sa confirmation préalable à livrer les quantités commandées dans les délais exigés par l'établissement adhérent (délais exigés qui ne pourront être inférieurs aux délais contractuels sur lesquels s'est engagé le titulaire n° 1 dans le document 'DF_BPU').
- 2) Si le titulaire n°1 n'est pas en mesure d'accuser réception de l'intention de commande transmise et de s'engager sur la date de sa livraison dans les délais exigés par l'établissement adhérent, ce dernier émet un bon de commande auprès du titulaire n° 2 du lot concerné.

Il est précisé que :

- le titulaire n° 1 est l'opérateur économique (titulaire individuel ou groupement) dont l'offre pour le lot a été classée première à l'issue de l'appel d'offres, en fonction des critères de choix énoncés dans le règlement de la consultation.
- le titulaire n° 2 est le soumissionnaire dont l'offre pour le lot a été classée en deuxième position.

Les rangs respectifs des 2 titulaires sont précisés dans les documents de l'accord-cadre notifié.

2.4 DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est exécutoire à compter de la date de sa notification jusqu'au 15 mars 2025. Il sera tacitement reconductible pour une nouvelle période de 24 mois minimum, jusqu'au 15 mars 2027.

En cas d'atteinte du montant maximum (correspondant à 2 X montant maximum annuel fixé à l'article 2.3.1 supra) avant la fin de la période initiale, l'accord-cadre sera reconduit tacitement à la date d'atteinte du maximum.

En cas d'atteinte du montant maximum global (correspondant à 4 X montant maximum annuel fixé à l'article 2.3.1 supra), le contrat sera résilié de plein droit.

2.5 NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Nomenclature des catégories homogènes des fournitures et services (NCHFS) :

37.012 Articles divers liés à la restauration et autres articles de droguerie

Classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

39222100-5 Fourniture de jetable de restauration
39222110-8 Couteaux et assiettes jetables
39221000-7 Equipement de cuisine
39221110-1 Vaisselle

3 CLAUSE DE RÉEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE INITIAL : AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS ADHÉRENTS

Le cas échéant, d'autres établissements membres du groupement de commandes du RAHL (cf « DCE_CCAPanx3_Membres GC ») pourront être intégrés à un ou plusieurs lots de l'accord-cadre au cours de leur exécution, par voie d'avenant.

4 TEXTES OFFICIELS

Les documents généraux applicables au présent contrat sont :

- Le code de la commande publique (partie législative annexée à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et partie réglementaire annexée au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) – Arrêté du 30 mars 2021

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs. Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

5 DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité en cas de contradiction entre elles :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (DCE_CCAP AO 22156 UPC) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (DCE_CCTP AO 22156 UPC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)
- L'offre technique du titulaire

L'exemplaire original du marché public est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy et fait seul foi.

5.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles.
Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

6 PARTIES CONTRACTANTES

6.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Le représentant légal de l'établissement coordonnateur du groupement de commandes est le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy, qui est habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2 TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3 COTRAITANCE

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard des établissements bénéficiaires.

7 RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relation fournisseurs et Achats Responsable » (« la [charte RFAR](#) ») organisée par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Il souhaite déployer dans les prochaines années les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses pratiques.

Afin d'encourager et harmoniser les bonnes pratiques, le GHT Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de « la charte RFAR », ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou label, telles que la norme ISO 20400 « Achats Responsable – ligne directrice », dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA)- pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.rfar.fr/> »

8 TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les établissements bénéficiaires du marché, tels qu'identifiés dans le présent CCAP, s'engagent à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel des établissements bénéficiaires dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

8.1 FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

8.2 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

8.3 DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr.

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

8.4 TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

8.5 SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

8.6 CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

9 DÉTERMINATION DES PRIX – VARIATION DES PRIX

9.1 DÉFINITION DES PRIX DE RÉFÉRENCE

Les prix de référence de l'accord-cadre sont les prix unitaires HT de chacun des produits référencés dans le bordereau de prix « DF_BPU ».

Ils comprennent 3 chiffres après la virgule au maximum.

9.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture, objet des marchés ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

9.3 FRANCO DE PORT

Un montant minimum de commandes de **200 euros HT** est fixé pour les 3 lots.

La livraison se fera franco de port au-dessus de ce minima de commande.

En dessous de ce minima, les frais de transport des fournitures seront facturés aux établissements adhérents.

Le fournisseur précisera dans son offre le montant des frais de port facturé pour toute livraison inférieure à ce minima de commande.

9.4 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

9.5 VARIATION DES PRIX

Les prix seront établis par référence aux **indices INSEE**.

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A21 C Produits manufacturés. Prix de base – base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534449
- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.2 – Produits en plastique. Prix de base – base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534204

En cas d'interruption momentanée de la parution d'indice, le cours applicable est le dernier publié. En cas d'interruption supérieure à 3 mois ou définitive de l'indice, les parties conviendront d'un autre indice à appliquer. Cette modification sera actée par voie d'avenant.

Les prix de l'offre seront basés sur l'indice du mois de janvier 2023.

Les prix sont révisables **semestriellement** à la hausse ou à la baisse, par application de la formule suivante :

$\text{Prix révisé} = (I_n / I_o) \times P_o$

Po = prix HT en cours d'application

In = dernier indice définitif connu à la date de la demande de révision

Io = dernier indice définitif connu à la date de la précédente révision

Les périodes de révision seront les suivantes :

- 15 septembre (In = Indice du mois de juillet parution 31/08)
- 15 mars (In = Indice du mois de janvier parution 28/02)

Les demandes de prix révisés doivent parvenir par courrier électronique à s.claudepierre@chru-nancy.fr **au plus tard 10 jours** avant la date de leur application, faute de quoi ils ne pourront être pris en compte.

9.6 REMISE SUR CATALOGUE

Les fournitures de même nature non recensées lors de la consultation pourront faire partie intégrante de l'accord-cadre et feront l'objet de devis accepté ou de bon de commande valorisé dès lors qu'elles figurent sur le catalogue ou tarif du fournisseur. **Ces fournitures devront être en relation directe avec l'objet du présent contrat**

Le titulaire aura ainsi proposé dans son offre une remise sur son catalogue / tarif public qui sera maintenue pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le catalogue / tarif public joint à l'offre pourra être actualisé le 15 mars de chaque année d'exécution de l'accord-cadre (à compter du 15 mars 2024).

9.7 REMISES SUPPLEMENTAIRES ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ ou pourcentage et/ ou en gratuités qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique, la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le pouvoir adjudicateur. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par l'établissement durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieure à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

À l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre sont à nouveau applicables de plein droit.

10 MODALITÉS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis par les établissements adhérents, conformément à la règle d'attribution des commandes 'en cascade' décrite à l'article 2.3.3 du CCAP.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux, la date et les heures de livraison
- Les prix unitaires H.T retenus au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Le montant TTC de la commande
- Le numéro d'engagement

Le délai de livraison ou exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

11 DÉLAI DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution sera fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Les établissements ne peuvent fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

12 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute livraison non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable de l'établissement.

Les fournitures seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire et, le cas échéant, aux échantillons. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de reprendre la fourniture non conforme ou non satisfaisante et de la remplacer à ses frais dans les délais les plus brefs ;
- de s'acquitter d'une pénalité correspondant à une minoration de 1 % sur le prix unitaire hors taxes de l'article ou produit concerné.

13 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

13.1 A L'INITIATIVE DU COORDONNATEUR

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

13.2 A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

- Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.
- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre et commercialisation de produits de remplacement : Le titulaire pourra proposer de fournir ces nouveaux

produits, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial. En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de résilier l'accord-cadre relatif au lot concerné, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

■ Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier l'accord-cadre relatif au lot concerné, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

14 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

14.1 RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- À son personnel ou à des tiers,
- À ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire, ou à des tiers.

14.2 ASSURANCES

La société doit avoir souscrit à un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Elle doit produire, à toute demande du coordonnateur, une attestation en vigueur de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

15 LIVRAISON DES FOURNITURES

15.1 CONDITIONS ET MODALITÉS DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées par le titulaire à l'adresse de livraison figurant sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement adhérent du groupement de commandes.

Le cas échéant, une livraison qui ne pourrait être assurée à la date prévue, ne pourra être réalisée sans l'accord préalable du site destinataire.

En cas de refus d'un produit lors de sa livraison, pour nature ou qualité non conforme aux caractéristiques demandées, le fournisseur, après refus signifié par l'établissement, s'engage à le remplacer, gratuitement, par un produit répondant aux conditions exigées.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Le personnel du titulaire préposé aux manipulations et au transport des marchandises doit observer les règles de propreté les plus strictes. Une tenue vestimentaire propre est exigée pour le livreur.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison indiquant notamment :

- L'identification du titulaire,
- La référence de la commande,
- La date d'expédition,
- La désignation précise de la fourniture livrée et sa référence,
- Les quantités livrées,
- Leur répartition par colis, conditionnements et sous – conditionnements,
- Le n° du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

L'original du bon de livraison est remis à l'établissement.

Les colis devront être convenablement étiquetés.

15.2 INFORMATIONS RELATIVES AUX LIVRAISONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Les informations utiles, telles que les adresses de livraison, les fréquences et les horaires de réception, sont précisés en annexe « DCE_CCAPanx1_Etablissements bénéficiaires ».

Les livraisons présentées en dehors des heures d'ouvertures précisées sur les bons de commandes seront considérées comme non réceptionnées.

Le candidat précisera dans son offre le délai minimum entre la commande et la livraison.

16 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

16.1 VÉRIFICATIONS SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées au moment de la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Plusieurs types de contrôles qualitatifs seront également effectués à la livraison des produits :

- État des emballages
- État de propreté des véhicules de livraison et des livreurs

En cas de non-conformité, le représentant de l'établissement notifie sa décision sur le champ : le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il précisera ;
- Effectuer une nouvelle livraison de la fourniture jugée de mauvaise qualité.

16.2 VÉRIFICATIONS APPROFONDIES

Ces opérations de vérification qualitative sont effectuées suite à la livraison des fournitures, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre et de la commande.

Le délai imparti à l'établissement pour y procéder et notifier sa décision est de 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

16.3 DÉCISION DE L'ÉTABLISSEMENT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission (sous réserve des vices cachés), de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations sont prises, dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, par le représentant de l'établissement ou une personne qu'il aura désignée à cet effet.

17 MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

17.1 DEMANDES DE PAIEMENT

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application des prix unitaires ou forfaitaires HT fixés à la date de la commande aux quantités réellement commandées / réalisées.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures devront comporter les informations suivantes :

1. Les noms et adresses du créancier
2. Les codes SIREN
3. L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
4. La date d'échéance du règlement (cf. : Loi N°92-1442 du 31/12/92)
5. Les conditions d'escompte (cf. : Loi N°92-1442 du 31/12/92)
6. Le N° du bon de commande, le N° et la date du marché et des avenants éventuels
7. La fourniture livrée
8. Les quantités livrées
9. Les prix unitaires hors taxes
10. Le montant hors taxes
11. Le taux et le montant des taxes (T.V.A, T.P ...etc.)
12. Le montant total TTC

17.2 DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES

Les établissements acceptent les factures sous forme dématérialisée en application du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

À cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>) est mise à disposition des fournisseurs et prestataires afin de déposer ou saisir leurs factures sous forme dématérialisée.

Un espace documentaire relatif à l'utilisation de CHORUS PRO par les structures privées est disponible à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les établissements rejeteront les factures électroniques transmises en dehors de ce portail, en informant la société au préalable. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Ces factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- Le numéro d'engagement = numéro de commande.

17.3 RÈGLEMENT

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS.

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Les comptables assignataires chargés des paiements sont les trésoriers des établissements bénéficiaires.

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire transmet le certificat de cession à la société d'affacturage qui le remettra au comptable accompagné d'un RIB.

17.4 DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- D'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- D'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

18 RÉGIME DES PÉNALITÉS

18.1 PENALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

18.2 PENALITES DE NON CONFORMITE

Ces pénalités pourront faire l'objet de titres de recette émis par l'établissement concerné. La non-conformité s'entend :

18.2.1 SUR UNE COMMANDE

Lorsque l'établissement constate un défaut qualitatif ou comptable au regard soit du bon de commande soit des documents contractuels (hors retard), la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de commande impactées par la non-conformité x 30€

18.2.2 SUR UNE FACTURATION

Lorsque l'établissement constate une erreur de facturation par rapport au bordereau de prix, quantités facturées ou autres écarts, la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de facture impactées par la non-conformité x 30€

18.2.3 SUR UN BORDEREAU DE LIVRAISON

La formule suivante est appliquée en cas d'absence du bordereau de livraison = **50€ par bordereau absent**.

Le titulaire a toutefois la possibilité de transmettre, dans les 24h suivant la déclaration de l'établissement, un duplicata du bordereau de livraison évitant la mise en œuvre de la pénalité.

19 CLAUSE DE RÉEXAMEN : EVENEMENTS IMPREVISIBLES

Par application de l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstances que les parties prenantes ne pouvaient anticiper de par sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur et le titulaire examinent les conséquences, notamment financières, de la survenue de cette circonstance.

Le cas échéant, les deux parties conviennent par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

20 RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, les établissements pourront s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible aux établissements de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, ils peuvent y substituer des prestations équivalentes.

21 DIFFÉRENDS

21.1 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Le pouvoir adjudicateur, le bénéficiaire concerné et le titulaire de l'accord-cadre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de l'accord-cadre.

Tout différend, autre que ceux portant sur les sommes à payer, doit faire l'objet de la part du titulaire d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 30 jours à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'accord-cadre est passé avec des titulaires groupés conjoints, le mandataire représente chacun d'eux pour l'application des dispositions du présent article jusqu'à la date, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque société étant ensuite seule habilitée à poursuivre les procédures relatives aux litiges qui le concernent.

21.2 TRIBUNAL COMPETENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54035 NANCY Cedex.

22 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
13.2	38 et 42
18	14
21.1	46.2